

Union économique eurasienne

Un membre éminent du conseil d'administration de la Commission économique eurasienne (CEE), a exclu tout plan pour l'adoption d'une monnaie commune, en invoquant des raisons économiques comme un obstacle sérieux.



Tatyana Valovaya - la ministre en charge du développement de l'intégration et de la macroéconomie de la CEE, a déclaré qu'un tel passage, si elle est approuvée, aurait des conséquences économiques négatives au stade actuel.

Au lieu de cela, la responsable a souligné la nécessité d'approfondir la coopération macro-économique qui pourrait être possible dans le cas d'utilisation de monnaies nationales pour le commerce entre les Etats membres de l'UEE

Interrogé sur les délais d'employer ce système et les chances de l'Arménie d'effectuer les paiements du gaz naturel en rouble russe (qui a été proposé à plusieurs reprises), Valovaya a indiqué que tous les Etats membres du bloc peuvent effectuer un paiement en monnaie nationale à condition qu'il soit économiquement motivé.

"Cela ne signifie pas que nous devons interdire aux membres de commercer avec un pays tiers et d'effectuer le paiement dans la monnaie respective. Ce que nous voulons, c'est de faciliter les calculs interétatiques des Etats membres. Je suis consciente que les partenaires arméniens travaillent maintenant activement à la mise en œuvre de l'idée.

Avec le besoin émergent de la conversion des devises dollar américain en rouble et de dram arménien en dollar, le processus s'allonge sérieusement. Donc, nous sommes en train d'examiner activement les outils possibles pour effectuer les transferts dans les monnaies nationales. Le plan est susceptible d'être mis en œuvre dans un proche avenir", a-t-elle précisé.

Concernant des discussions sur l'adhésion éventuelle de l'Azerbaïdjan à EEU, elle a ajouté :

"Aucune demande n'a été reçue de l'Azerbaïdjan. Par conséquent, aucune discussion n'est à l'ordre du jour. Toutefois, ce type de coopération donnera un

certain nombre d'avantages, si nous élargissons la zone de libre-échange à l'ensemble de la CEI".